

Après les déclarations des Usa et de l'UE...

Le régime de Yaoundé en pleine crise de panique



- La peur qui s'est emparée du sérail à la suite des propos du secrétaire d'Etat adjoint américain en charge des affaires africaines et de la ministre des affaires étrangères européennes, est justifiable.
- Voici pourquoi. P.5

Rebondissement

Le ministre du commerce gèle l'augmentation du prix de la bière

Uniffac

Seidou Mbombo

Njoya élu

vice-président



P.10

Financing of structuring projects

Minepat capturing innovative resources

P.3

Matgénie

Leader dans le secteur du BTP et du Génie mécanique

P.9



P.7

Tribunal criminel spécial

Suspens autour de l'affaire Mendo Ze

Le délibéré sur la culpabilité de l'ancien directeur général de la Crtv vient d'être prorogé de 13 jours.

C'est hier, 06 Mars 2019 qu'était attendu le délibéré sur la culpabilité de Gervais Mendo Ze, l'ancien directeur général de la crtv. Sauf que celui-ci a été prorogé de deux semaines, le temps pour le Tribunal de ficeler la décision qui sème des tensions au sein du collège d'avocats de la défense et bien évidemment des accusés.

Rendez-vous a été pris le 19 mars prochain dans l'affaire Ministère public, Ministère des finances (minfi) contre MendoZe Gervais.

Les charges

Il est reproché à l'ancien Dg de l'office des radio

et télévision du Cameroun d'avoir, courant, 1er janvier 2004 et le 26 janvier 2006, indument perçu 600 000 FCFA d'indemnité de transport alors que la Crtv a mis à sa disposition un véhicule de service. Il lui est également reproché d'avoir effectué des dépenses de l'ordre de 53,857 millions de FCFA non-prévus par le budget dont 38,857 millions de FCFA ont servi à restaurer les bureaux du ministre de la communication. A cela s'ajoutent entre autres 20 millions et 15 millions comme prime de représentation. L'ordonnance de renvoi qui conduit le Mariologue devant le Tcs a également retenu comme charge 205 millions de prime de

représentation, 360 millions de revalorisations salariales à la direction générale et autres 125 millions de prime de rendement. Tout ceci en 2004.

Quant aux autres coaccusés, ils sont poursuivis pour détournement de deniers publics (DDP) en coaction avec l'ancien directeur général de la Crtv pour paiement injustifiés de prime de rendement et de redevance audiovisuelle.

Pour rappel, c'est le 14 Août 2017 que Gervais MendoZe a rejoint la prison centrale de Kondengui. Avant cela, il a occupé de 1988 à 2005, le poste de Dg de la Crtv, soit 17 ans.

Hervé Ndongbong



Gervais MendoZe et Cie attendent

Affaire Maurice Kamto

Le Redhac demande l'intervention de l'Union africaine

Pour le réseau de défense des droits de l'homme de l'Afrique Centrale, la violation des conventions internationale et la présence du président du Mrc au tribunal militaire suffisent pour anéantir une procédure fustigée jusqu'ici.

C'est à travers un communiqué de presse du 06 Mars 2019 que le réseau de défense des droits de l'homme en Afrique Centrale (Redhac) prend fait et cause dans le dossier Affaire Pr. Maurice Kamto, Christian Penda Ekoka, Albert Ndzongang, Alain Fogue Tedom, Paul Eric Kingue, Philippe Gaston Abbe Abbe (Valsero), Cyrille Momo Assolefack et 139 autres.

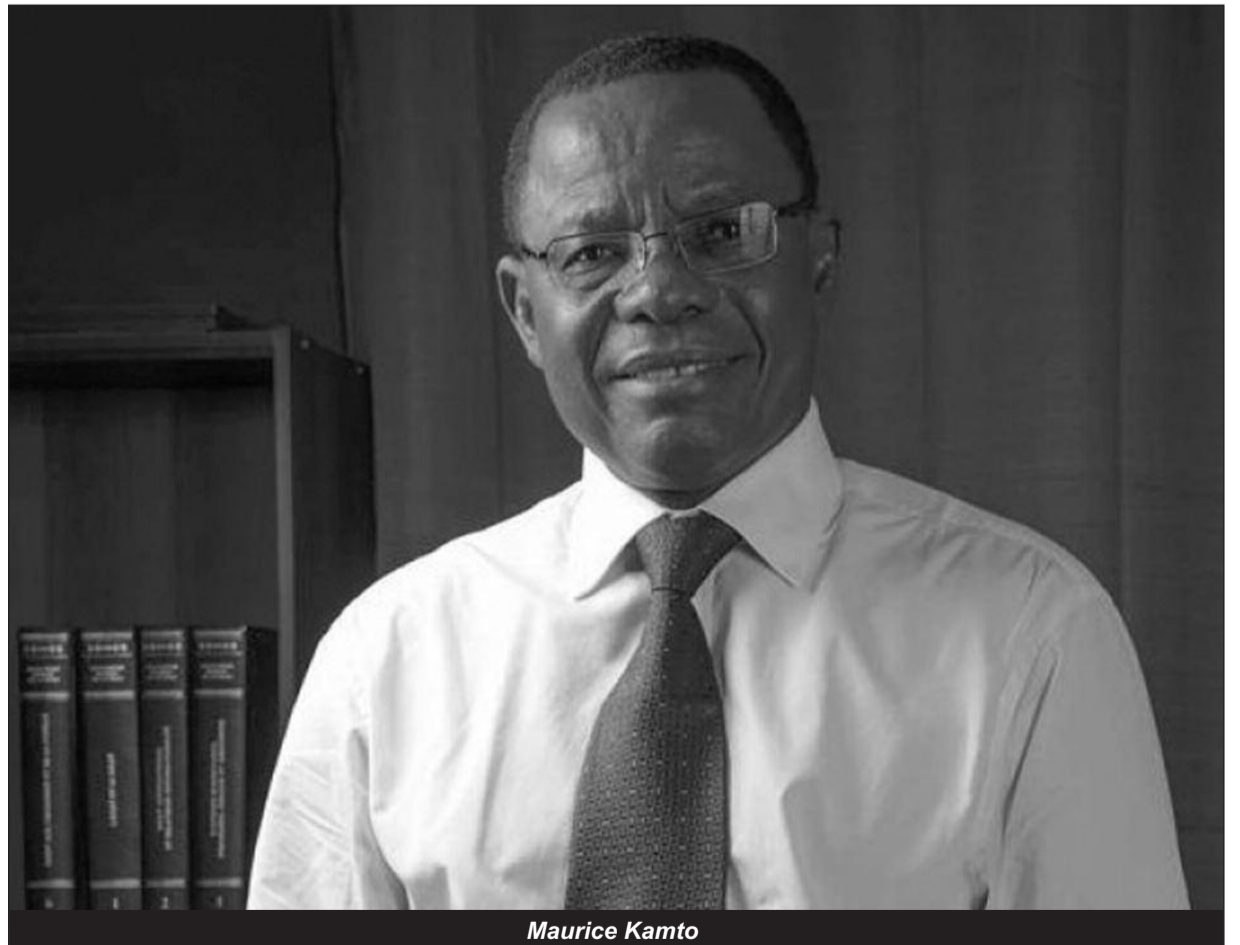
Le Redhac rappelle à l'Etat du Cameroun qu'il est signataire de plusieurs conventions internationales de protection des droits de l'homme au rang desquelles la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples. C'est à ce titre que celui-ci doit « se conformer ipso facto aux conventions et traités Internationaux et régionaux relatifs aux droits Humains ».

De même, à la Commission

Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et aux Nations Unies le REDHAC « recommande particulièrement au Rapporteur sur le Cameroun, le Commissaire Pr. Rémy NGOY LUMBU, de demander au gouvernement Camerounais de libérer sans condition le Pr. Kamto, les autres 145 personnes arrêtées dans le cadre de cette manifestation, ainsi que toutes les personnes et activistes arrêtés précédemment dans le cadre de la crise dite anglophone et de la lutte contre la secte Boko Haram ».

Affaire à rebondissements

L'Ong a par ailleurs fustigé la compétence du tribunal militaire de Yaoundé : « Les tribunaux militaires ne seront en aucune circonstance, quelle qu'elle soit, compétents pour juger les civils ». De plus, « les tribunaux militaires auront pour seul objet de connaître des infractions



Maurice Kamto

d'une nature purement militaire commises par le personnel militaire... ».

Par conséquent, l'organisation exige aux juges du Tribu-

nal de Grande Instance du Mfoundi « de libérer le jeudi 07 mars 2019 le Pr. Maurice Kamto et toutes les autres 145 personnes et de déclarer

le tribunal militaire incompetent conformément aux normes signées et ratifiées par l'Etat du Cameroun ».

Hervé Ndongbong

Capacity building seminar on the structuring of innovative financing, low debt generators for major projects in Cameroon underway in Yaounde

The main objective of the two-day seminar is to contribute to the raising of innovative financing and the harmonization of the understanding of the structuring process of development projects by the state actors.

A two day capacity building seminar on the structuring of innovative financing, low debt generators for major projects in Cameroon rounds off today in Yaounde, organized by the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (Minepat). Over 100 participants drawn from 6 different ministries are taking part alongside experts that are going to talk on carefully selected themes.

The official opening ceremony at the Amphitheatre 300 of Minepat, was presided over by the Director General of Economy, Public Investment Programming in Minepat, Isaac Tamba on Wednesday 6, March 2019.

Speaking to the press after the opening ceremony, the Head of Unit of Major Projects, Minepat, Eric Ngounou said that since 2010, the government

put in place many major projects. In the execution of these projects, she faced financing difficulties especially raising funds for the projects. "Now the government is aware of the disabilities of introducing project finance which is a project that she can put in place without incurring debt. Minepat through this seminar wants his collaborators to be informed of that new form of financing. So the projects from 2020 to 2035 will be put in place with less indebtedness of the state", he added.

Participants are therefore sharing experiences on 8 specific themes thanks to some experts. Some of these themes are: land issue reforms and issues in the implementation of major projects, general introduction of project structured financing and focus on public-private-partnership etc.

The seminar hammering mostly on financing of structuring projects in Cameroon will



Participants at the seminar

also enable the government to capture innovative resources. By the end of this gathering today, the participants will be expected to describe the training cycle of

major projects in Cameroon according to the type of project management, specify the documents and possible contractual elements expected from each stakeholder at each step of the instruction

and understand the environment and the market for project structured funding among other specific objectives.

By Amos Muang Nsah

Instabilité sociopolitique

Le leader du Parti des Démocrates Chrétiens se déchaîne

En tant que femme leader marginalisée par les autorités administratives, elle en appelle au soutien de la communauté internationale.

Comme femme, c'est n'est pas par hasard si dame Tchoumou Mbougueng Sandrine, présidente nationale du Parti des Démocrates Chrétiens (PDCH) a choisi ce mardi 5 mars 2019 pour s'exprimer devant les médias dans la région de l'Ouest. La célébration de la journée internationale de femme est le véritable prétexte de la date de cette rencontre. « On a fait croire à la femme que la solution à ses multiples problèmes se trouve derrière l'achat du pagne de cette fête, de la participation au débat et au défilé du 8 mars, ou encore que c'est dans les églises qu'elles trouveront la solution ; que non ! », note-t-elle. Pour cette engagée de la chose politique, c'est dans la politique que les femmes doivent améliorer leurs conditions d'existence. En politique, et encore au regard de leur nombre, les femmes devraient changer la

donne pour que les citoyens ne deviennent plus des esclaves comme on le voit au Cameroun. Un pays sur une fondation de sable. D'où son instabilité politique. Elle est aussi intervenue sur la situation sociopolitique et s'est insurgée contre l'arrestation arbitraire de Maurice Kamto et de ses partisans et militants.

« A ce jour, le bilan de la crise anglophone a un impact très négatif pour le développement du Cameroun. Plus de 750 mille déplacés, des morts tant dans le civil que dans l'armée ; des pertes évaluées à plus de 286 000 000 000 FCFA, plus de 7 000 000 000 FCFA des impôts non recouverts dans ces zones. Vivement que le chef de l'Etat reconnaisse qu'il a échoué avec l'option militaire pour la résolution de cette crise ». Quelque chose qui devra provoquer le courroux de Dieu, alors qu'un dialogue inclusif aurait résolu le problème et rassurer tous les Camerounais.



Tchoumou Mbougueng Sandrine

Ayant dénoncé des cas de corruption, de détournement et autres, l'ancien responsable des collectivités décentralisées de la commune de

Bafoussam 3 s'est retrouvée en prison sur ordre des autorités administratives de la ville de Bafoussam en 2014. Pour échapper à la mort et à un en-

lèvement, elle la simulé un déséquilibre mental. Elle dénonce la mise en place des communautés urbaines.

Jérôme Serge Todjom

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Critiques américaines et européennes

La peur s'empare du régime de Yaoundé

Ces sorties viennent changer la donne dans la crise sécuritaire et politique qui secoue le Cameroun.

Depuis quelques jours, le régime de Yaoundé se fait atomiser par les Américains et l'Union européenne, sur les questions liées à la crise anglophone et l'affaire Maurice Kamto. Tibor Nagy, le secrétaire d'Etat adjoint américain, en charge des affaires africaines, a opéré une sortie musclée, où il déclare clairement concernant l'affaire Kamto que « Le gouvernement camerounais assure qu'il a été arrêté et emprisonné pour des raisons légitimes. Moi, je pense vraiment qu'il serait très sage de le libérer. Parce que, que ce soit vrai ou faux, il est perçu comme ayant été incarcéré pour ses activités politiques. Nous ne passerons pas par quatre chemins pour le dire ». Sur la crise anglophone, le diplomate américain a été tout autant incisif, qualifiant la politique de Paul Biya sur le sujet de pas sérieuse et les mesures gouvernementales de « symboliques ». Cette posture de Tibor Nagy ne surprend pas. Nous-mêmes avions déjà qualifié ces mesures de cosmétiques.

Dans le même sillage, l'union européenne n'a pas fait dans la demi-mesure. Federica Mogherini, ministre européen des affaires étrangères, a opéré une sortie par laquelle elle déclare que « l'arrestation et la détention prolongée de plusieurs dirigeants d'un parti de l'opposition, dont son leader Maurice Kamto, et d'un nombre important de manifestants et de sympathisants, ainsi que l'ouverture de procédures dis-

proportionnées à leur rencontre devant la justice militaire, accroît le malaise politique au Cameroun ». Elle en a également appelé à un dialogue inclusif sur la crise anglophone.

L'émoi de Yaoundé

Il faut surtout tenir du timing de ces deux sorties, l'une suivant l'autre. Ce n'est pas un hasard. Au sein du sérail, cette double position américaine et européenne a fait bondir plus d'un. La preuve, le communiqué du ministre de la communication, René Emmanuel Sadi, qui tend à exprimer le courroux de l'Etat camerounais. « Le gouvernement tient à réitérer que M. Kamto n'est nullement en détention pour avoir exercé ses activités politiques, ou participé légalement au jeu politique... Maurice Kamto et ses partisans sont détenus pour des faits de droit commun... », peut-on lire dans ledit communiqué. Des faits de droit commun qui font atterrir devant un tribunal militaire. Il ajoute, concernant la crise anglophone que « toutes les mesures sécuritaires prises par le gouvernement, sont jusqu'à date, conformes aux conventions internationales en matière de droits humains, qui prévoient des exceptions, lorsque l'ordre public et la paix sont menacés ».

C'est la même litanie qui est servie, mais elle ne convainc pas grand monde, surtout pas la communauté internationale. En effet, cette réaction du gouvernement, bien qu'attendue, vient illustrer la peur qui s'est emparée du régime de



Paul Biya et Donald Trump

Yaoundé après le ton dur affiché par le bloc européen et le bloc américain. Cela signifie que le régime s'est mis à dos la communauté internationale. Ces injonctions, notamment celles américaines montrent que l'oncle Sam ne compte pas s'arrêter là et qu'il est possible que des sanctions puissent être prises à l'encontre du Cameroun. C'est connu, les Américains ne mettent de gangs quand il faut agir et c'est un pays qui impose souvent ses vues par la force. C'est un habitué des affrontements même avec ses partenaires. Pour Washington, la réaction de Yaoundé après les propos de Tibor Nagy, sont sans doute à ranger dans la

case de l'agitation. Nicolas Maduro, le président du Venezuela en sait quelque chose, tout comme Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe. Ils font actuellement face aux sanctions américaines, à la suite de différents types d'accusations contre leurs régimes respectifs.

Le régime Biya qui a compris les enjeux, sait très bien où son entêtement peut le conduire. L'heure est grave, et, ce ne sont pas les cris d'orfraie de Sadi qui, dans son communiqué parle « de velléité d'immixtion à peine voilée et inadmissible, dans les affaires intérieures du Cameroun », qui changera la donne. L'Amérique s'apprête à mon-

ter d'un cran vis-à-vis du Cameroun, si rien ne change. Tandis que certains essaient de vanter la souveraineté de notre pays, n'oublions que d'autres pays sont également souverains et se font brutaliser par les Etats-Unis. On sait qu'en matière de diplomatie, tout est souvent question de rapport de force, surtout que nous sommes demandeurs. Sur ce terrain donc, nous sommes un petit poucet. Que va donc faire Paul Biya pour sortir de cette affaire sans y laisser des plumes ou se faire humilier ? Dans tous les cas, ça sent le roussi pour le régime de Yaoundé.

Kami Jefferson

Sdf/ Bafoussam 1^{er}

Le député Oumbe Sangong refuse de céder

Il accuse le secrétaire général du Sdf, Jean Tsoumelou, d'être au centre des manigances pour l'enlever à la tête de cette circonscription électorale.

« Si les gens de ce camp qui se disent vainqueurs et qui m'ont battu sont des vrais démocrates, pourquoi refusent-ils de m'affronter avec les bulletins dans les urnes ? Pourquoi organisent-ils des soi-disant élections avec des cellules fictives et des personnes qui n'ont rien à voir avec le Sdf ? », note Oumbé Ndefo Sangong à la sortie d'un conseil extraordinaire du comité exé-

cutif de sa circonscription électorale. Ledit comité exécutif avait pour but dire non à la mascarade électorale, car plusieurs présidents de cellules disent n'avoir pas participé à cette élection qui a placé Cyrille Nyang à la tête de cette circonscription électorale. « Nous n'accepterons jamais cette manipulation au sein de notre parti.

Le secrétaire général du parti et le secrétaire national chargé de l'organisation

n'étaient pas membres de la commission mise sur pied par le récent NEC pour superviser cette élection. C'est moi le président sortant qui maîtrise l'ensemble des cellules de ma circonscription, et non le secrétaire régional à l'organisation. C'est à moi selon les statuts du parti de convoquer la conférence et non une personne autre », note le député Oumbe. Ce constat d'un coup perpétré contre sa personne semble une réalité, car ce

n'est pas la première fois que certains hauts responsables du Sdf au niveau national que régional entérinent une telle chose. Pour le député, c'est le secrétaire général du Sdf, Jean Tsoumelou et sa clique, qui veulent détruire le Sdf au profit de certains partis de l'opposition, car comment comprendre qu'à une période aussi difficile où le parti vient de sortir d'une élection avec un résultat peu réconfortant, les gens se plaisent à créer

des divisions au sein du parti. « Ce n'est pas le parti de Jean Tsoumelou et sa bande, nous tenons aux injonctions du Nec et actuellement proposons le mois d'avril pour la tenue de cette conférence. S'ils se disent prêts à me battre qu'ils m'affrontent dans cette élection et non faire des choses dans mon dos », souligne le vieux commandant du Sdf dans la Mifi.

Jérôme Serge Todjom

Bois

En 2018, le Cameroun a exporté du bois vers l'Union européenne, pour 165,3 milliards FCFA

Le Cameroun a été le principal fournisseur africain de bois aux pays de l'Union européenne, au cours de l'année 2018, selon les statistiques compilées par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT).

En effet, apprend-on, ce pays d'Afrique centrale y a exporté des cargaisons pour une valeur globale de 252 millions d'euros, soit 165,3 milliards de francs Cfa, en hausse de 25% par rapport à l'année 2017.

Les exportations camerounaises, dominées par le bois scié, souligne l'OIBT, enregistrent également la plus forte progression sur l'ensemble des pays tropicaux.

D'abord devant les expéditions congolaises, en hausse de 12%, à 79 millions d'euros (51,8 milliards de francs Cfa), ensuite devant les exportations malaisiennes (leader avec 519 millions d'euros, soit plus de 340 milliards de francs Cfa), gabonaises (près de 107 milliards de francs Cfa) et thaïlandaises, toutes en baisse, respectivement de 5%, 5% et 13%.

Dans le détail, sur les neuf premiers mois de l'année



En 2018, le Cameroun a exporté du bois vers l'Union européenne, pour 165,3 milliards FCFA

2018, les exportations du bois camerounais vers les territoires de l'Union européenne culminaient déjà à 186 500 tonnes, selon l'OIBT. Cette performance est imputable, à l'analyse, à la redynamisation des ex-

portations vers l'Allemagne, en hausse de 25% à fin août 2018.

Sur la même période, on note également une augmentation des exportations camerounaises vers l'Italie (+30%), et dans une cer-

taine mesure vers la Belgique (+5%).

Ceci, sans compter les Pays-Bas, territoire de l'UE dans lequel le Cameroun joue «un rôle particulièrement important dans la fourniture de bois durs du-

rables pour les travaux de génie civil», confie Eric de Munck, directeur de Centrum Hout, le Centre d'information sur le bois des Pays-Bas.

Oscar Onana

Commerce

Les échanges commerciaux entre les USA et le Cameroun ont atteint 366 millions \$ en 2018

Le montant total des échanges commerciaux entre les Etats-Unis (USA) et le Cameroun a atteint 366 millions de dollars (près de 212,44 milliards de FCFA) en 2018, soit une augmentation de 32% par rapport à 2017. Cette information est révélée par l'ambassade des USA près le Cameroun.

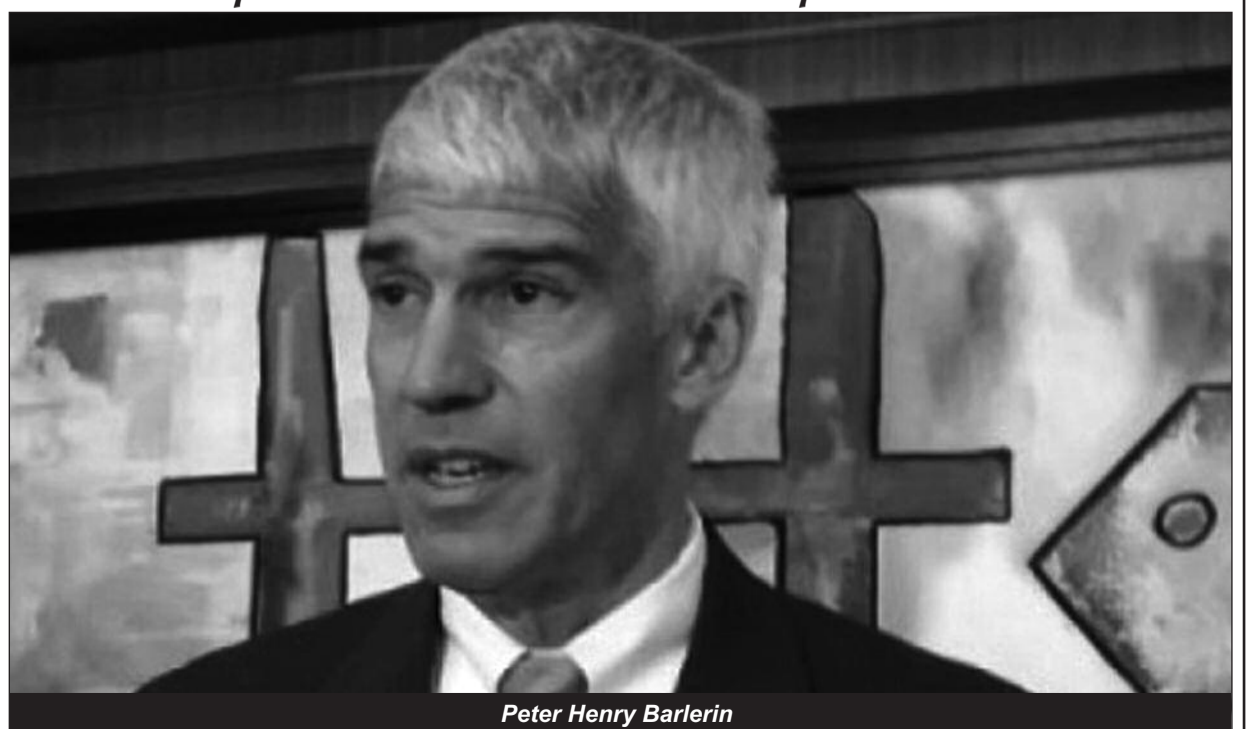
Selon cette source diplomatique, si les Etats-Unis sont fiers des progrès en matière de relations commerciales avec le Cameroun, il reste que les deux pays peuvent encore faire mieux. Et pour cause, quand on croise par exemple les données de 2014, il y a cinq ans, avec celles de 2018, l'on note une dégringolade.

En 2014, les échanges commerciaux entre le Cameroun et les USA avaient déjà atteint 294,5 milliards FCFA. Ce qui représente une chute de plus de 82 milliards FCFA.

Pour Peter Henry Barlerin (photo), ambassadeur des

USA, les entreprises américaines sont bien placées pour fournir au Cameroun les produits et services de qualité dont il a besoin pour son développement économique et social. « Bien évidemment, pour moi les entreprises américaines sont les meilleures. [...] Elles ont de l'expérience en Afrique et dans le monde et travaillent avec des partenaires locaux pour créer des produits adaptés aux clients locaux. », commente le diplomate. Il décrie cependant un environnement des affaires peu favorable aux entreprises américaines.

O.O.



Peter Henry Barlerin

Rebondissement

Le ministre du commerce gèle l'augmentation du prix de la bière

Il l'a fait savoir hier au cours d'une concertation qu'il a organisée dans ses services, avec les acteurs de l'industrie brassicole.

Le ministre du commerce (Min-commerce) Luc Magloire Mbarga Atangana a instruit de mettre un terme à l'augmentation du prix des boissons alcoolisées, comme c'est le cas depuis le 01 mars dernier. Il l'a fait savoir hier lors d'une concertation qu'il a organisée dans ses services, avec les acteurs de l'industrie brassicole. Le Min-commerce estime que, lorsqu'il faut modifier les prix d'un certain nombre de produits ou même de services, les producteurs doivent au préalable déposer les nouveaux barèmes auprès du ministre en charge des prix. Celui-ci dispose d'un délai de 15 jours pour apprécier. « Aucun nouveau barème ne peut entrer en vigueur s'il n'a été préalablement approuvé par le ministre en charge des prix. Cette formalité n'a pas été respectée. Pas plus que les associations de défense

des droits des consommateurs qui, elles aussi, sont régies par une loi, celle du 06 mai 2011 », martèle le patron du Mincommerce. Il fait ainsi allusion à la loi-cadre sur la protection du consommateur qui pose un certain nombre de principes fondamentaux. Des principes qui émanent du droit des Nations-Unies, parmi lesquels le droit à l'information. « Il y a eu précipitation, erreur de méthode, erreur d'approche », ajoute-t-il. On se souvient qu'en décembre 2018, le ministre du Commerce, Luc Magloire Atangana, avait déclaré que, « en attendant la publication d'ici le 15 janvier 2019, de la circulaire sur l'exécution du budget, les prix des boissons restent inchangés ». Toutefois, faisant fi de ses déclarations, le prix de la bière a bel et bien connu une augmentation depuis le 1er mars 2019.

Pour la Société anonyme



Luc Magloire Mbarga Atangana

des brasseries du Cameroun (Sabc) qui a publié sa nouvelle grille tarifaire, ce changement du prix fait suite à la loi de finances 2019. En effet, selon la loi de finances en cours, le gouvernement a introduit

une modification sur la gestion des droits d'accise, concernant les bières alcoolisées à hauteur de 5,5%. Et pour cause, toujours dans la loi de finances 2019, le gouvernement a réduit de moitié l'abattement

sur les produits brassicoles qui sert de base au calcul du droit d'accise, pour le fixer à 10%. La réduction de cet abattement fiscal a amené les brasseurs à procéder à un changement.

Rosette Ombessack

Cemac

La BEAC met une enveloppe de 200 milliards FCFA à la disposition des banques désireuses de se refinancer

Les banques en activité dans les six pays de la zone CEMAC sont invitées à souscrire pour une offre de financements d'un montant de 200 milliards de francs Cfa, faite par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des pays de la CEMAC que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la RCA, le Tchad et la Guinée équatoriale.

Selon le communiqué rendu public à cet effet par la BEAC, le taux d'intérêt minimum exigé pour cette opération d'injection de liquidités dans les banques, qui se déroule ce 6 mars 2019, est de 3,5%. En contrepartie de ces financements, apprend-on, les soumissionnaires doivent disposer des « actifs admis en garantie des opérations de refinancement de la BEAC », conformément à la décision du 31 octobre 2013.

Oscar Onana



Nord

Le procureur Général près la cour d'appel préoccupée par la défense et la protection des Droits des femmes détenues

Elle l'a réitéré au cours d'une causerie éducative à la prison centrale de Garoua, dans le cadre des activités marquant la célébration de la 34^{ème} édition de la journée internationale de la Femme.

Sensibiliser les détenus femmes de la prison centrale de Garoua et identifier leurs problèmes, tel était l'objectif de la causerie éducative du procureur près la cour d'appel du Nord à la prison centrale de Garoua. La prison centrale de Garoua, compte 2068 détenus, dont 22 femmes. Le prétexte était trouvé pour entretenir les femmes détenues de la prison centrale de Garoua, sur le thème : « Croisade contre les inégalités de sexes : s'arrimer à la nouvelle impulsion ». Cette rencontre illustre l'attachement du Cameroun à la promotion des droits de l'Homme et sa volonté de soutenir le gouvernement qui milite pour cette cause, en particulier pour la reconnaissance et la défense des droits de la Femme.

La conférence débat a donné lieu à de nombreux échanges portant sur des questions pratiques entre



Madame le procureur à la prison centrale de Garoua.

les femmes et les chefs traditionnels de la région du Nord et le procureur Général, Régine Essene-Fadimatou Abba, a loué « cette initiative qui porte sur un sujet touchant toutes les couches de la société camerounaise ».

Le thème choisi pour l'édition 2019 de la journée internationale de la femme est révélateur de la détermination du Cameroun à mettre fin aux inégalités et aux discriminations dont sont victimes les femmes. Le régisseur de la prison

centrale de Garoua, a présenté les 22 femmes pensionnaires. Selon lui : « Le besoin essentiel en dehors des commodités courantes, est la réinsertion sociale afin d'éviter la récurrence après leur libération ». Le personnel féminin du

parquet du Nord, a alors remis un paquet minimum composé essentiellement de denrées alimentaires, de produits d'entretien et de produits vestimentaires.

Félix Swaboka

Entrepreneuriat

Les femmes se numérisent

Le festival des femmes numériques a ouvert ses portes hier à Douala.

Elles étaient nombreuses à participer à ce premier jour du festival des femmes numériques. Organisé par l'AfricanWomen in Tech Startups (Africanwits), l'événement qui se tient du 6 au 8 mars 2019 est l'occasion, pour les femmes, d'apprendre, mais aussi de se faire former sur le digital. L'initiative a pour objectif d'accompagner les femmes dans la technologie. D'ailleurs, l'Africanwits compte, durant ces

trois jours, « former 150 femmes qui se sont inscrites en ligne sur des modules comme le marketing digital sur les réseaux sociaux », mentionne Honore Bebga, présidente de l'AfricanWits. Il sera question de donner des explications internationales de Google et de Facebook. « Nous n'avons pas inventé, c'est juste que les femmes n'ont pas accès à cela », assure Honore Bebga. « Ce qu'on fait, c'est qu'on les aide à se certifier en ligne, parce que pour avoir le travail

aujourd'hui, les gens ont besoin de ces explications », ajoute-t-elle. Bien que gratuites, ces explications se feront sous la supervision d'un coach. Enchanté par l'initiative, le Ministère des Postes et Télécommunications n'a pas eu d'autre choix que de la vanter. « Aujourd'hui, Wits association donne une place de choix dans ce combat. Et vous savez aujourd'hui que nous avons de grands défis à relever dans notre pays », souligne Martial Botchak, représentant du

Ministre des Postes et Télécommunications. « Wits association nous donne de comprendre que les femmes et la jeune fille vont jouer un rôle central dans la quête de solution à ces défis-là », a-t-il ajouté. D'ailleurs, celui-ci se souvient de l'appel qui a été lancé par son ministère de tutelle. Notamment celui sur le développement de l'économie numérique, soit un moyen de développement du Cameroun, via des projets dans le domaine du digital. En plus des ateliers, des

conférences et des rencontres B2B, le festival des femmes numériques va se solder par une cérémonie de récompense. « Certaines champions des idées de projet d'entreprises dans le numérique seront primées le 8 mars », argue la présidente de l'association. « Elles vont présenter leurs projets et elles vont recevoir un financement et l'accompagnement technique des partenaires », a-t-elle ajouté.

Michèle Ebongue

Matgénie

Leader dans le secteur du BTP et du Génie mécanique

Son Directeur Général l'a fait savoir mardi dernier, au cours de son Assemblée Générale qu'il a présidée au siège du Matgénie à Yaoundé.

Le Matgénie se veut leader dans le secteur du BTP et du Génie mécanique. C'est dans cette optique que son Directeur Général (DG) Désiré Abogo Ntang, a présidé la première Assemblée générale mardi dernier à Yaoundé., placée sous le thème : « Matgénie leader dans le secteur du BTP et du Génie mécanique ». La rencontre a eu pour objectif un échange entre la direction du Matgénie et son personnel, afin de trouver des voies et moyens pour faire de cette institution une structure jamais égalée.

Il en ressort que, étant donné qu'une entreprise est le personnel qui la compose, il est crucial que ce personnel travaille dans des conditions adéquates à son épanouissement. Pour cela, la direction du Matgénie entend mettre un accent sur 03 principales actions. Il s'agit de pouvoir payer les salaires à date. La deuxième est de réta-

blir la mutuelle du personnel. « Il y a eu des retenus de salaires qui n'ont pas été reversés à la mutuelle, qui est morte par la suite. Nous voulons rétablir cet outil de solidarité », rassure le DG du Matgénie. Comme troisième action, la direction déclare avoir pris langue avec les compagnies d'assurance, pour pouvoir faire une souscription d'une assurance maladie pour le personnel du Matgénie.

Il faut relever que, lorsque la nouvelle équipe dirigeante arrive en juin 2017, l'entreprise souffre de plusieurs maux, notamment une trésorerie presque inexistante et des personnes qui n'ont pas une même vision. La direction à travers une lettre va demander au personnel de s'exprimer sur les problèmes ainsi que des propositions de solution. Beaucoup ont répondu et c'est sur cette base que l'on a ressorti 07 axes de la vision d'un Matgénie nouveau. Axes sur lesquels le personnel a



Le panel

échangés lors de la rencontre de mardi dernier.

Au sujet de l'assainissement des rapports avec l'Administration fiscale et la caisse nationale de prévoyance sociale, on se souvient que jeudi dernier, le DG a remis à la CNPS un chèque de 132000000frs

représentant l'acompte des arriérés de cotisation sociale de l'entreprise dont il a la charge.

En effet, Matgénie est devenu une entreprise des travaux publics. Par conséquent, « il faut que nos agences soient des entreprises de travaux publics

», a souligné Désiré Abogo Ntang. Surtout que le besoin est immense avec la décentralisation. « On nous appelle de tous les coins du pays », va-t-il ajouter. Aussi, il a prescrit à son personnel ardeur et sérieux au travail.

Rosette Ombessack

Interview Jacqueline Tientcheu

« Il y a beaucoup de difficultés lorsqu'on est une femme entrepreneur »

A l'occasion de la journée internationale de la femme qui se célèbre demain, nous sommes allés à la rencontre de dame Jacqueline Tientcheu, qui nous livre son expérience.



Qu'est-ce qu'on appelle une femme entrepreneur ?

Une femme entrepreneur est celle qui s'engage à créer son entreprise, la développe et la gère. C'est le chômage qui m'a poussée à devenir une femme entrepreneur. Surtout que je n'ai pas un niveau scolaire requis, me permettant d'avoir un salaire qui me convienne. Du coup, j'ai eu l'idée d'ouvrir ma propre en-

treprise, question de m'épanouir. Et l'épanouissement de la femme passe par l'entreprenariat et entreprendre c'est déjà être autonome sur le plan financier et économique. Je suis une épouse, une mère. J'ai ma famille et ma belle-famille à gérer et donc face à mes responsabilités qui sont beaucoup plus économiques, si je n'ai pas de revenu, comment pourrais-je sé-

curiser les miens ?

Depuis combien de temps êtes-vous dans cette posture de femme entrepreneur ?

Je suis une femme entrepreneur depuis 17 ans déjà. J'ai créé mon entreprise en 2003 et je l'ai légalisée un an plus tard, soit en 2004. Mon activité principale c'est la maroquinerie. C'est-à-dire que nous faisons des produits dérivés du cuir. Je fais des accessoires de mode, des sacs, genre confrencier surtout. Et même des sacs pour touristes... Mes clients phares sont des entreprises. Donc je fais des produits d'entreprise. La majeure partie de mes produits sont consommés par l'Etat. L'Etat étant mon partenaire qui m'a beaucoup accompagnée depuis l'existence de mon entreprise. En plus de mon titre de femme entrepreneur, je suis membre de la chambre de commerce, femme associative à la base. Je m'occupe de la promotion de

l'épanouissement de la femme et des jeunes, parce que j'ai constaté qu'il y a plusieurs stigmates au niveau de la femme.

Quelles sont les difficultés auxquelles peut faire face la femme entrepreneur ?

Il y a beaucoup de difficultés lorsqu'on est une femme entrepreneur. En effet, en tant que femme, rien n'est gagné d'avance. Et on dit souvent « à compétence égale, poste égal ». Généralement, les femmes doivent être 02 fois meilleures que l'homme pour être sélectionnées. Mais ce n'est pas grave parce que ça nous forme, ça nous rend davantage meilleures. Puis on arrive à se frayer un chemin. En tant que mère, ce n'est pas facile, parce que parfois, il y a les enfants qui sont malades et en même temps, il y a des clients qui nous attendent. Parfois quand on part en mission c'est avec le cœur serré, parce que

l'enfant avait encore besoin de nous, idem pour le mari.

Quels conseils donnez-vous aux femmes au sujet de l'entreprenariat ?

Le conseil que je peux donner aux femmes c'est qu'au Cameroun, toutes les femmes sont entrepreneurs à la base, mais beaucoup l'ignorent. C'est chacune en fonction de son ambition qui peut se déclarer de manière officielle. Mais, on a tout à gagner à être officielle, parce que non seulement, on bénéficie de beaucoup de formation, on se fait connaître, on peut se faire accompagner, on peut se faire aider, et en plus on gagne à apprendre avec les autres. La femme doit avoir la volonté elle-même de sortir. Et le reste, au fur et à mesure, on trouve la solution à tous les obstacles qui peuvent se dresser devant nous.

Propos recueillis par R.O.

Afrique Centrale

Seidou Mbombo Njoya élu vice-président de l'Uniffac

Le président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) a été élu à l'unanimité des membres de l'Union des Fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) en Guinée Equatoriale.

L'Union des Fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) a élu un nouveau Bureau exécutif à Malabo en Guinée Equatoriale. Si Gustavo Ndong Edu, ressortissant du pays hôte de cette Assemblée extraordinaire, a été élu à la présidence, Seidou Mbombo Njoya lui, a été porté à la vice-présidence. Le président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) a été élu à l'unanimité des membres présents aux assises qui se sont achevées ce lundi. Au cours desdits travaux, il a en effet été question pour les membres de l'Assemblée de faire « un réaménagement de son Bureau exécutif ». C'est

ainsi que le président camerounais de la Fédération de football a fait son entrée au sein de cette instance sous-régionale. Il a par ailleurs été décidé de « la convocation d'ici deux mois, d'une réunion du comité exécutif de l'Uniffac et au mois de juillet, de la tenue d'une nouvelle Assemblée générale ordinaire élective ; de la tenue d'une réunion du Comité exécutif et celle d'une activité avant l'Assemblée générale de la CAF afin de présenter un rapport exhaustif devant l'Assemblée générale de la Confédération Africaine de Football », peut-on lire dans le communiqué final des travaux. Et encore, « L'Assemblée générale de l'Uniffac a mandaté le nouveau comité exécutif pour



Seidou Mbombo Njoya

solliciter auprès de la Confédération Africaine de Football (CAF) la mise à disposition des nouveaux statuts standards des zones ».

Kami Jefferson

Le nouveau comité exécutif de l'Uniffac :

Président : Gustavo Ndong Edu (Guinée Équatoriale)

Vice-président : Seidou Mbombo Njoya (Cameroun)

Membres :

Pierre Alain Mougoungui (Gabon)

Jean Guy Blaise Mayolas (Congo)

Celestin Yanindji (Centrafrique)

CAN 2021

L'entreprise Portugaise rassure en vue de la réhabilitation du stade omnisports de Garoua

Sur les chantiers de Mota-Engil Africa, l'entreprise portugaise confirme que les infrastructures sportives devront être livrées le jour dit.

Le Stade Roumdé Adjia de Garoua renaîtra de ses cendres dans cette partie du pays. Cette conviction ne fait que se renforcer au vu des engagements du portugais Mota Engil et des employés camerounais et étrangers sur les différents chantiers sportifs et hôteliers attribués à cette entreprise et ce, malgré toutes les embûches. Ce stade vieux de 40 ans (construit en 1978) connaît une véritable cure de jouvence qui permettra à terme sa modernisation et son agrandissement et offrira au public de la capitale du Nord du Cameroun un antre du football et autres événements sportifs. Un hommage aussi à la plus puissante équipe locale de football depuis des décennies, le Coton Sport de Ga-

roua.

A la date du 06 Mars 2019, les travaux se poursuivent sereinement, avec une consommation de près de 90 % des délais impartis, les différents taux d'exécution oscillent globalement autour de 90 %. L'entreprise portugaise compte une réelle avance sur les autres entreprises dans la ville de Garoua. Au dernier pointage, l'exécution de l'hôtel 70 chambres se trouve autour de 85 %, une évaluation qui tient compte de la mobilisation tant sur le plan humain que technique de l'entreprise portugaise. Signalons que le gros œuvre est quasiment achevé et que les travaux de finition sont presque lancés dans les différents chantiers. Selon le dernier pointage effectué par le délégué régional sport pour le Nord, le chantier de réhabi-



Une vue du stade Roumdé Adjia de Garoua

litation du stade Omnisports de Roumdé Adjia est à 90 % tandis que celui du stade annexe est évalué à 85 % également. A en croire Raoul

Kouakam Mbenjo, en charge des relations publiques de l'entreprise Mota-Engil : « Toutes les infrastructures sportives de l'entreprise Mota-

Engil devront être livrées et les travaux se poursuivent dans les différents sites. Garoua sera prêt le jour dit ».

Félix Swaboka

Warm-up for Tanzania 2019 U-17 AFCON

The U-17 Lions beat Belarus in their 2nd match of the CAF-UEFA preparatory tournament in Turkey

The Under 17 Lions of Cameroon have dominated Belarus by beating them in their second game in the ongoing CAF-UEFA tournament in Turkey.

The coach Thomas Libiih and his boys displayed great talents and overturned Belarus that beat Uganda 4 goals to 1. Cameroon's Under 17 Starting XI against Belarus It wasn't another shower of goals like on Tuesday but the Lions got the job done and went home with 3 Points thanks to a 53rd minute goal from Yannick Noah. Yannick Noah equally scored when the Lions beat KSA by 5 goals to 1 in another warm-up game in mid February and has been on Fine form just like Djuffo



File photo of U-17 Lions

Lionel and Steve Mvove. Cameroon has 6 points after playing matches with 5 goals scored and 1

conceded. Their next game comes up against Morocco on Friday. This tournament is exclu-

sively sponsored by UEFA and it will help the Africa countries invited to prepare for the CAF U-

17 tournament that will be staged in Tanzania, come April.

By Amos Muang Nsah

FIFA's Secretary General says she wants 60 million women practicing football by 2026

The first female Secretary General of FIFA, African born, Fatma Samoura has expressed his ambition to get more women into football. Speaking to the RFI, the Senegalese said she would like to see about 60million Women practicing football by 2026.

She said that since her nomination last May 2016, women's football in the world has a bit ameliorated but not at the level she expected.

In June 2016 she assumed the role of FIFA Secretary General responsible for overseeing the commercial and operational side of the organization. She replaced Markus Kattner, who was implicated in corruption.

Within months of landing

the job, a controversy erupted in the United Kingdom over the rules forbidding the wearing of remembrance poppy symbols by players. Samoura declared on 3 November 2016 that England, Scotland and Wales would be punished if they wore the poppy on Remembrance Day, as FIFA classes it as a political symbol. "Britain is not the only country that has been suffering as a result of war", she said. "Syria is an example. My own [African] continent has been torn by war for years. The only question is 'why are we doing exceptions for just one country and not the rest of the world?'" UK Prime Minister Theresa May condemned FIFA and told Parliament that Samoura's decision was "utterly outrageous



Fatma Samoura, FIFA S.G

Fatma Samba Diouf Samoura (born 9 September 1962 in Senegal) is a Senegalese former diplomat and senior executive. She was appointed as the first female Secretary General

of FIFA by President Gianni Infantino on 13 May 2016 and assumed her post on 20 June 2016. Previously she worked in various positions at the United Nations. In 2018

Forbes ranked her Number 1 in their Most Powerful Women in International Sports list and the BBC listed her as one of their 100 women.

By A. M. N.

RCA

La confusion autour du nouveau gouvernement inquiète la société civile

En Centrafrique, le nouveau gouvernement nommé dimanche ne fait pas l'unanimité. Les démissions s'enchaînent et déjà certains groupes armés déclarent se retirer des accords de paix de Khartoum. La situation est confuse. Les organisations de la société civile commencent à s'inquiéter de la tournure des événements.

Le Groupe de travail de la société civile a tenu une conférence de presse mardi à Bangui. Pour cette organisation, le nouveau gouvernement n'est pas satisfaisant. Il faut donc en constituer un nouveau.

« Ce qui s'est passé, ce n'est qu'un réaménagement technique, soutient Beninga Crescent, porte-parole du GTSC. Il va falloir dissoudre ce gouvernement, on aura un gouvernement Ngrebada I et un gouvernement Ngrebada II. Dans un gouvernement normal, la société civile n'a pas sa place, mais dans un gouvernement d'union nationale, dans un gouvernement de sortie de crise où toutes les forces vives de la nation doivent

être représentées, cela va de soi. »

Toutes les organisations de la société civile ne vont pas si loin. Mais elles espèrent que le malaise va se régler dans le calme. « Les civils en ont marre. A chaque fois, ce sont les civils qui paient les pots cassés alors que les gens vaquent à leurs occupations pour s'occuper de leurs familles, souligne Evrard-Armel Bondade, secrétaire général de l'Organisation centrafricaine des droits de l'homme. Il faut que l'on puisse épargner les civils. C'est notre souhait le plus absolu. Que les gens vaquent librement à leurs occupations. Nous ne voulons pas retomber à la case départ. Nous appelons les uns et les autres à la retenue et qu'une solution soit trouvée à travers



La confusion autour du nouveau gouvernement inquiète la société civile

les voies de recours qui sont prévues à cet effet. » L'article 34 de l'accord de Khartoum prévoit qu'en cas

de litige, les parties s'engagent à saisir les garants et facilitateurs de l'accord aux fins d'actions idoines de

conciliation et à défaut d'arbitrage.

Source Rfi Afrique

Zimbabwe

Les Etats-Unis renouvellent leurs sanctions contre Harare

Après l'Union européenne, les Etats-Unis ont renouvelé leurs sanctions contre le Zimbabwe. Plus de 140 individus et sociétés sont concernés par ces sanctions en place depuis quasiment 20 ans. Selon l'administration Trump, le gouvernement zimbabwéen continue de poser une menace à la politique étrangère américaine.

C'est une nouvelle claqué pour le gouvernement zimbabwéen qui tente de normaliser ses relations internationales. Malgré les appels du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud et de l'Union africaine, Washington a décidé de renouveler pour un an ses sanctions contre Harare.

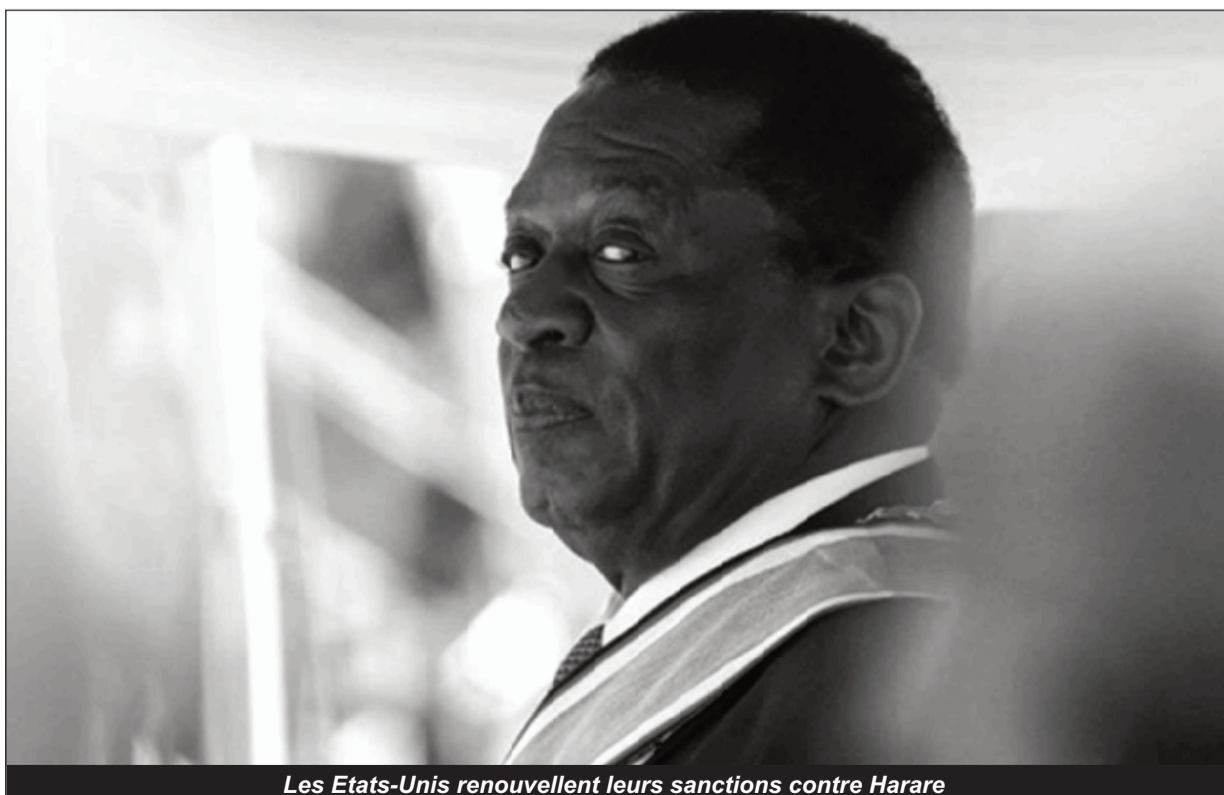
Au total 141 personnes et sociétés zimbabwéennes sont concernées, dont le chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa, son vice-président Constantino Chiwenga et l'ancien président Robert Mugabe. Une dizaine de sociétés d'Etat sont également ciblées et dès lors exclues de toutes relations commer-

ciales avec des entreprises américaines.

Une économie exsangue

C'est un véritable revers pour le président Mnangagwa qui depuis son accession à la présidence tente de relancer une économie à genoux en essayant de convaincre les investisseurs internationaux de revenir dans le pays. L'administration américaine a indiqué que ces sanctions resteraient en place tant que le gouvernement zimbabwéen ne permettra pas une plus grande liberté de la presse et liberté de manifester.

Il y a deux semaines déjà, l'Union européenne a maintenu ses sanctions contre



Les Etats-Unis renouvellent leurs sanctions contre Harare

Harare. Des mesures qui ont moins d'impact puisqu'elles

ne visent que deux personnes : Robert Mugabe et

sa femme Grace.

Source Rfi Afrique